

Cannes. Quatre listes s'opposent au premier tour...

Le festival des droites

Dans la capitale du septième art, la gauche ne fait que de la figuration. C'est à droite que Bernard Brochand, le maire UMP, est le plus contesté.

Entre la Croisette, où les prix au mètre carré dépassent ceux de l'avenue Foch à Paris, et les quartiers populaires de La Bocca, où se presse une population majoritairement d'origine immigrée, la droite cannoise rejoue le scénario de la division. Une spécialité locale. Élu au second tour des municipales de 2001 face à trois autres listes de droite, l'UMP Bernard Brochand est cette année candidat à sa propre succession face à trois nouveaux challengers – tous candidats sans étiquette : le conseiller général (suspendu de l'UMP) Philippe Tabarot, le directeur de théâtre Jean Martinez et le notaire Philippe Buerch. Proche de Jacques Chirac, dont il s'occupe longtemps de la communication,

c'est sur le thème de la... rupture que Brochand avait été élu en 2001 : rupture avec le "système Mouillot", du nom du flamboyant ancien maire de Cannes, condamné à six ans de prison pour "corruption, prise illégale d'intérêt, abus de biens sociaux, faux et usage de faux, et emplois fictifs". L'ancien patron de l'agence de publicité DDB (16000 collaborateurs dans 144 pays) avait fait de sa réussite professionnelle son principal argument de campagne, promettant de gérer sa ville comme un chef d'entreprise. Or c'est précisément là qu'il est aujourd'hui attaqué. La publication, le 1^{er} février, de l'enquête annuelle de *Capital* (« Votre ville est-elle bien gérée ? ») a fait l'effet d'une bombe. Cannes s'est,

en effet, retrouvée classée trois fois au palmarès des « villes les plus flambeuses » : à l'avant-dernière place pour l'endettement par habitant, et au dernier rang pour les dépenses de fonctionnement et la pression fiscale. De quoi fournir des armes à ses adversaires.

« Cannes est la ville la moins bien gérée de France, accuse ainsi Philippe Tabarot, son principal

concurrent : en sept ans, l'endettement a doublé passant de 147 à 274 millions d'euros. Les frais de fonctionnement ont augmenté de 30 %, notamment par l'embauche de 1 000 collaborateurs supplémentaires par la mairie ou la commande de 26 millions d'euros de frais d'études pour des marchés qui n'ont jamais vu le jour. Il faut croire que Bernard Brochand n'a pas la même notion de l'argent privé et de l'argent public. Je ne suis pas sûr qu'il aurait été reconduit à la tête de son entreprise, s'il avait présenté un tel bilan... »

« Festival d'amalgame et de mauvaise foi », se défend le maire de Cannes dans son vaste bureau de l'hôtel de ville, donnant sur la mer. « La dette, assure-t-il, doit s'apprécier en regard de la richesse de la ville : 6,9 milliards, dont 3,5 milliards réalisables. En sept ans, nous avons enrichi le patrimoine cannois de 1,5 milliard, investi 55 millions par an, ramené la charge



ANNE BROCHAND/MAXPPP



G. TOURTE/MAXPPP

Rivaux. Maire sortant UMP, Bernard Brochand (en haut) est notamment contesté par le conseiller général Philippe Tabarot (ci-contre).



quoi se projeter dans l'après 16 mars : « Si je suis réélu, affirme Brochand, je m'attellerai à la rénovation complète du quartier de la gare. Je prends l'engagement de réaliser 1 500 nouveaux logements, afin d'atteindre, d'ici à 2014, la proportion de 20 % de logements sociaux, comme le prévoit la loi SRU à l'horizon 2020. »

Pour ce faire, le "maire-patron" peut compter sur des soutiens de poids, parmi lesquels Jean-Pierre Henry, directeur de Thales Alenia Space Cannes, numéro un européen des satellites, premier employeur du département (2 000 salariés), ou Anny Courtade, PDG de la centrale d'achats des centres Leclerc du Sud-Est, par ailleurs présidente du RC Cannes, l'équipe féminine de volley-ball, deux fois championne d'Europe.

L'élection est-elle, pour autant, déjà jouée ? Sur le marché Forville, où bat le cœur de la cité et bruissent les rumeurs du microcosme, des estimations circulent sous le manteau. Elles placent, certes, Brochand en tête, mais prévoient, comme en 2001, la présence au second tour de deux, voire trois autres listes de droite. Fidèle entre les fidèles de Michel Mouillot – sorti de prison depuis août 2007 –, Jean Martinez espère bien être de ceux-là. C'est en fanfare que s'est effectué son début de campagne, le 31 janvier. Ce

Endettement, fiscalité... La ville est la plus "flambeuse" de France. "Festival d'amalgame!", se défend le maire.

annuelle de la dette de 28 à 17 millions, maintenu inchangée la part communale des impôts locaux. Si l'on prend en compte, comme le font l'État et l'Insee, le nombre de 150 000 résidents cannois en moyenne annuelle [Capital retenant, lui, le chiffre de 68 000 habitants], la dette de la ville se situe en milieu de peloton. L'agence mondiale de cotation Standard and Poor's nous gratifie depuis 2003 du label AA. »

Fier de son bilan, il poursuit : « Cannes s'est embellie, est devenue plus attractive, plus sûre, plus sereine, plus prospère. » Et de citer l'une de ses plus « grandes fiertés » : la réalisation du nouvel hôpital, attendu depuis trente ans, en mobilisant, en plus de ses mandats de maire et de député, son impressionnant carnet d'adresses. De

jour-là, sous les ors et les stucs d'un Palm Beach archicomble, Martinez a détaillé son programme sous les acclamations du public. À ses côtés, l'ancien maire, bientôt 65 ans, un peu empâté et appuyé sur deux béquilles, mais disposant toujours d'une réelle popularité en ville, a adoubé son candidat. Une fête de famille. « Candidat déclaré depuis quatre ans », Martinez veut faire de sa

non-appartenance à un parti une chance : « Je suis comme 95 % des Cannois : sans étiquette ! » a-t-il lancé. Son autre "arme fatale" : les "comités de quartier", eux aussi apolitiques, qu'il veut promouvoir. Une démocratie participative à la sauce cannoise. Et un discours qui passe bien dans les milieux commerçants – ceux-là même sur lesquels s'était appuyé Mouillot au temps de sa splendeur.

Reste que les Cannois n'oublient pas, pour la plupart, ce que fut le revers de la médaille des années "paillettes" de

l'ancien maire : un clientélisme exacerbé, ayant abouti à sa condamnation – laquelle plane encore sur l'image de la ville. En 2001, Mouillot, comme il le fait aujourd'hui avec Martinez, avait apporté son très officiel soutien à un candidat : Charles Giscard d'Estaing, l'un des neveux de l'ancien président de la République. Mais celui-ci n'avait obtenu que 7 % des voix...

Si le notaire Philippe Buerch, dont l'ambitieux programme et les affiches inondent la ville, peut espérer remporter un certain succès (au moins d'estime), c'est incontestablement Philippe Tabarot qui paraît le plus à même de contester la victoire à Bernard Brochand. Promettant le retour à l'équilibre budgétaire, le jeune conseiller général de Cannes-Centre (37 ans), se dit « tombé dans la politique depuis tout petit ». Frère de Michèle, l'influente député-maire du Cannet, la ville voisine, déléguée nationale de l'UMP chargée de la famille, il est aussi le fils de Robert Tabarot, l'une des figures les plus respectées des pieds-noirs de la Côte. « Je suis fier du combat qu'il a mené en faveur de l'Algérie française et, comme lui, je me situe clairement à droite », confie-t-il. Pour autant, sa campagne se veut avant tout locale : « Je veux des projets non pharaoniques, mieux adaptés à l'échelle de Cannes, une vraie intercommunalité avec les communes environnantes. » On songe à Mandelieu-la-Napoule, administrée par Henri Leroy, l'ennemi juré de Bernard Brochand. Ou au Cannet, dirigé par Michèle : « Les Tabarot, c'est comme les Clinton, vous en avez deux pour le prix d'un », s'esclaffent en chœur les partisans du maire de Cannes. Lesquels rappellent aussi que ce proche de Christian Estrosi, le président du conseil général, n'a pas obtenu l'investiture de l'UMP. « Le candidat de Sarkozy, c'est Brochand », disent-ils.

Sans doute. Mais au second tour, c'est sur lui, espère-t-il, que se reporteront les voix des « déçus de Brochand ». Quant aux étiquettes partisanes, dont il se voit privé, c'est peu dire, rappelle-t-il, que les Azuréens ne les goûtent guère. Nice, Mandelieu, Cagnes-sur-Mer, Ville-neuve-Loubet, Grasse, Menton ont, tour à tour, élu des maires "divers droite". Mais les sortants UMP, eux, sont (presque) toujours réélus...

De notre envoyé spécial,

PIERRE-DOMINIQUE COCHARD